

CHARLES-PHILIPPE DAVID
KARINE PRÉMONT
JULIEN TOURREILLE



L'ERREUR

L'échec américain en Irak
cinq ans plus tard



SEPTENTRION
extrait de la publication



Source : http://fr.wikipedia.org/wiki/Image:Iraq_carte.png

L'ERREUR

*L'Échec américain en Irak
cinq ans plus tard*

Charles-Philippe David
Karine Prémont
Julien Turreille

L'ERREUR

*L'Échec américain en Irak
cinq ans plus tard*



SEPTENTRION

Les éditions du Septentrion remercient le Conseil des Arts du Canada et la Société de développement des entreprises culturelles du Québec (SODEC) pour le soutien accordé à leur programme d'édition, ainsi que le gouvernement du Québec pour son Programme de crédit d'impôt pour l'édition de livres. Nous reconnaissons également l'aide financière du gouvernement du Canada par l'entremise du Programme d'aide au développement de l'industrie de l'édition (PADIÉ) pour nos activités d'édition.

Conception graphique et montage: Folio infographie

Couverture: Olivier Lasser

Révision: Céline Huyghebaert

Correction d'épreuves: Céline Huyghebaert et Sophie Imbeault

Si vous désirez être tenu au courant des publications
des ÉDITIONS DU SEPTENTRION
vous pouvez nous écrire au
1300, av. Maguire, Sillery (Québec) G1T 1Z3
ou par télécopieur (418) 527-4978
ou consulter notre catalogue sur Internet:
www.septentrion.qc.ca

© Les éditions du Septentrion

1300, av. Maguire

Sillery (Québec)

G1T 1Z3

Diffusion au Canada :

Diffusion Dimedia

539, boul. Lebeau

Saint-Laurent (Québec)

H4N 1S2

Dépôt légal :

Bibliothèque et Archives
nationales du Québec, 2008

ISBN : 978-2-89448-542-2

Ventes en Europe :

Distribution du Nouveau Monde

30, rue Gay-Lussac

75005 Paris

*À Léo et Mattys
Puisse-t-ils apprendre de leurs erreurs!*

AVANT-PROPOS

L Y A DERRIÈRE toute entreprise un certain nombre d'artistes sans lesquels elle ne pourrait aboutir et qui sont aussi essentiels que discrets. À ce titre, les auteurs de cet ouvrage souhaitent remercier Josée Morissette et Sophie Imbeault de l'accueil chaleureux qu'elles ont fait à ce projet lorsqu'il a été évoqué il y a maintenant plus de deux ans. Leurs remerciements vont également à Marie-Chantal Locas qui a complété la chronologie à la fin de cet ouvrage et en a effectué le fastidieux travail de relecture. Enfin, et surtout, leur gratitude doit être adressée à Céline Huyghebaert, la cheville ouvrière des publications de la Chaire Raoul-Dandurand, dont la plume est tout à la fois crainte et indispensable. Il va de soi que les conjoints et collègues de travail ont également mérité par leur patience, leur disponibilité et, parfois, leur endurance cette part de reconnaissance qui leur revient.

Montréal, janvier 2008

INTRODUCTION

Mission... impossible ?

2002. L'année restera dans l'Histoire celle de *l'erreur* pour la politique étrangère des États-Unis. En effet, après l'attaque d'Oussama Ben Laden et d'Al-Qaida le 11 septembre 2001, les Américains répliquent en Afghanistan et se retrouvent en position de force à la fin de l'année. En 2002, George W. Bush et ses conseillers décident d'envahir l'Irak, au nom de la lutte contre le terrorisme et de la recherche d'hypothétiques armes de destruction massive. La puissance et la crédibilité américaines sont alors rudement mises à l'épreuve. D'abord, quand la planète se rend compte que Bush délaisse peu à peu le théâtre afghan et décide d'« aller à Bagdad » envers et contre le jugement de beaucoup de pays. Ensuite, quand l'invasion brillamment menée de mars 2003 fait place à une occupation bâclée qui produit l'inverse des résultats promis par les Américains. La position de force dont jouissaient les États-Unis fin 2001 bascule à la fin de l'année 2003. En plus d'avoir perdu Ben Laden, Washington perd l'Irak. L'erreur d'avoir envahi et occupé l'Irak coûtera cher aux Américains. Cinq ans plus tard, les dommages causés à leur politique extérieure demeurent considérables.

« Mission accomplie », concluait George W. Bush début mai 2003 en annonçant le renversement de Saddam Hussein et la fin des opérations militaires dans le pays. Cinq ans après, il serait sans doute plus juste de conclure « mission impossible ». Les choses iront peut-être mieux un jour en

Irak, mais personne ne pourra oublier les déboires de cette invasion et les conséquences pour les Irakiens qui l'ont subie. On peut aussi se demander ce que serait devenu l'Afghanistan aujourd'hui si, au lieu d'envahir l'Irak, les États-Unis avaient déployé *en sol afghan* leurs 160 000 troupes actuellement présentes en sol irakien ? L'Afghanistan serait-il plus stable ? Ben Laden déjà arrêté ou tué ? Le Pakistan moins enclin à subir les turbulences de l'islamisme extrémiste ? Bref, si l'Irak n'avait pas été envahi, la sécurité dans le monde, et notamment en Afghanistan, ne s'en porterait-elle pas mieux ? L'erreur de jugement de la stratégie à adopter en Irak est donc aussi une erreur de jugement sur l'Afghanistan : les deux subissent l'impact du choix de la guerre qu'a décidé d'entreprendre Bush le 19 mars 2003.

C'est en décembre 2001 que l'administration Bush commence à perdre de vue l'objectif de la lutte contre le terrorisme — qui impose alors d'accorder la priorité à la traque de Ben Laden et à la stabilisation de l'Afghanistan — pour se concentrer sur sa prochaine guerre en Irak. D'ores et déjà, cette décision ampute l'armée américaine du nombre de troupes réservées jusqu'alors au théâtre afghan. D'autres pays, et notamment le Canada, doivent rapidement combler cette désertion. L'erreur d'intervenir en Irak se double donc de l'erreur de délaisser l'Afghanistan et, surtout, de ne pas bloquer la frontière afghano-pakistanaise par laquelle Ben Laden s'enfuit, avec les conséquences dramatiques que l'on connaît pour le Pakistan d'aujourd'hui. La décision d'aller en Irak a également un impact *positif* sur Al-Qaida. Cette dernière profite de ce moment de répit pour se reconstruire dans les zones tribales du nord-ouest du Pakistan et pour attirer de nouveaux djihadistes. Al-Qaida survit ainsi à Saddam Hussein !

Comment expliquer le choix de cette guerre qu'a menée la Maison-Blanche il y a cinq ans ? Qui, du groupe Carlyle, des groupes pétroliers, du Pentagone, de la Maison-Blanche

ou encore d'Halliburton est derrière cette décision? Quel intérêt la présidence Bush a-t-elle servi en occupant un État que George H. Bush père avait délibérément refusé d'envahir plus d'une décennie auparavant? L'erreur qu'ont commise les décideurs en s'enlisant quelque part dans les sables de Mésopotamie est si désarmante qu'il est désormais difficile de croire véritablement au complot. Car, pour ce faire, il faudrait résoudre un paradoxe: comment penser que cette présidence ait pu fomenter un plan d'une telle complexité et ne pas trouver le moyen d'enterrer quelques armes nucléaires dans le désert irakien pour justifier son invasion? La distorsion entre l'hyperpuissance des décideurs américains et l'ineptie des dirigeants que l'on identifie au gré de leurs bourdes est manifeste. Finalement, l'explication de *l'erreur* est beaucoup plus simple. Loin de constituer un complot de l'Empire américain, l'invasion de l'Irak est à la mesure des incohérences, de l'incapacité des acteurs du drame irakien, et reflète les contradictions et la cacophonie du système décisionnel américain.

Cinq ans plus tard, l'erreur irakienne apparaît comme une somme de bourdes, d'errances et de manquements, d'hommes et de femmes au gouvernement, au Parlement, dans les juridictions américaines, mais aussi dans les médias, l'opinion publique et l'armée. Au cœur de l'administration Bush, beaucoup ont été pris dans la spirale inflationniste portée par la vague du 11 septembre. Certains ont poussé leur propre ordre du jour, qu'il s'agisse des néo-conservateurs ou des exilés irakiens. Tous ont utilisé les ficelles et les lacunes de l'organigramme décisionnel. Ce sont donc des intérêts divers et des incompréhensions multiples qui ont convergé progressivement vers l'invasion de l'Irak, au mépris parfois du bon sens et de la rationalité. *L'erreur politique*, qu'examine tout d'abord Charles-Philippe David, est avant tout le reflet du dysfonctionnement de la prise de décision à la Maison-Blanche.

L'erreur politique se double alors d'une *erreur militaire*: Julien Turrelle expose les limites militaires de la puissance américaine, qui reste pendant longtemps inadaptée et réfractaire au théâtre de guerre que devient l'Irak après la chute de Saddam Hussein. Pendant ce temps, ceux qui auraient peut-être pu faire contrepoids au rouleau compresseur de la Maison-Blanche, comme l'expliquent Karine Prémont et Élisabeth Vallet, tels les médias, l'opinion publique, le Congrès et même la Cour suprême des États-Unis, paraissent tétanisés. Peu disposés à défier la Maison-Blanche, tous restent cois pendant près de deux ans, *institutionnalisant l'erreur* commise en 2002. Lorsque la tendance s'inverse, dans la foulée de l'ouragan Katrina, l'égarement initial n'est pas vraiment corrigé, en tout cas, pas par eux.

Cinq ans plus tard, le bilan est lourd: près de 4 000 soldats sont morts du côté américain et l'Organisation mondiale de la santé recense plus de 151 000 décès dans la population irakienne entre 2003 et 2006. La mission était-elle donc... impossible? À la veille des élections de 2008, les candidats à la Maison-Blanche paraissent souvent hésitants, malhabiles lorsqu'il s'agit d'évoquer la question irakienne. Le retrait n'est d'ailleurs pas toujours présenté comme la solution. Parce que la complexité du système politique américain, du processus décisionnel et du déséquilibre des pouvoirs demeure entière. L'erreur commise par la présidence Bush marquera encore longtemps le paysage politique des États-Unis, mais aussi, surtout, leur image dans le monde et la géopolitique du Moyen-Orient.

L'ERREUR POLITIQUE

Charles-Philippe David

« We invaded not Iraq but the Iraq of our dreams, a country that didn't exist, that we didn't understand. »

Un ancien ambassadeur américain à Riyad

« If this place succeeds, it will be in spite of what we did, not because of it. »

Un haut fonctionnaire américain en poste à Bagdad¹

L'IDÉE REÇUE selon laquelle les États-Unis voulaient s'approprier l'Irak pour mettre la main sur ses puits de pétrole, reconstruire la carte géopolitique du Moyen-Orient et faire de ce pays un vassal des intérêts américains bute sur une contradiction : comment imaginer qu'une administration à la stratégie si bien rodée ait pu être à ce point ignorante des difficultés qui l'attendaient. La question mérite d'être posée : si l'administration américaine avait réalisé la folie de l'aventure irakienne, aurait-elle tout de même voulu renverser Saddam Hussein ? L'appétit impérialiste des États-Unis, sur toile de fond de dépendance pétrolière, pourrait bien expliquer leur aveuglement dans cette entreprise. Les choses n'auraient alors tout simplement pas tourné comme les conseillers du président et comme l'occupant de la

Maison-Blanche l'avaient souhaité. Cette thèse du complot pourrait-elle justifier qu'en dépit d'informations contradictoires l'administration Bush a persisté sur cette voie catastrophique ? La réponse est déroutante : l'invasion et l'échec des États-Unis en Irak, cinq ans plus tard, s'expliquent moins par un plan diabolique répondant à une soif de pouvoir que par une énorme sottise, qui découle d'une conjoncture particulière et d'un processus décisionnel foncièrement défectueux. Bref, l'erreur qui a mené les États-Unis en Irak est le produit d'une conjonction de circonstances et d'influences, d'un entêtement pernicieux et non d'une décision réfléchie. Elle résulte davantage d'une idée que d'un intérêt, et elle est fondée, comme plusieurs observateurs de la politique étrangère américaine l'ont abondamment souligné, sur un « choix » et non sur une « nécessité ».

En outre, si on a tendance à croire à un plan prémédité et au complot pétrolier, il est alors difficile d'imaginer qu'une administration si stratégique ait pu commettre autant d'erreurs et de faux pas accumulés durant l'occupation américaine de l'Irak à partir d'avril 2003. Là encore, en dépit de tous les avertissements et de toutes les études — au sein même de l'administration —, Bush et ses conseillers ont pris à peu près toutes les décisions qui ont eu pour conséquence de saper une quelconque chance — si petite ait-elle été — de gagner leur pari irakien. On peut alors se demander qui aurait pu être assez bête pour faire le contraire de ce qui était nécessaire à la mise en œuvre d'une décision apparemment si bien calculée ? Si le complot contre l'Irak était aussi rationnel et intelligent qu'on le présume parfois, comment les moyens pour l'exécuter ont-ils été conçus de façon si approximative ? L'erreur de l'invasion se répercute sur l'erreur de l'occupation : tout ce qui aurait dû être fait ne l'a pas été, et tout ce qui a été fait n'aurait pas dû l'être ! Cinq ans après l'invasion, l'échec américain en Irak est bien davan-

tage explicable par les bavures et les méprises de l'administration, que par les seules velléités irakiennes de résistance au projet impérial américain. Bref, l'administration américaine peut être largement blâmée pour avoir bâclé pendant trop longtemps toute l'œuvre de stabilisation de l'Irak après le renversement de Saddam Hussein. Pourquoi une telle erreur depuis la chute de ce dernier ?

L'erreur était-elle évitable ?

Ce chapitre, au demeurant, comme les autres chapitres de ce livre, élucide *l'erreur* — en fait, une série d'erreurs — commise en Irak en démontrant que les États-Unis ont davantage brillé par leur aveuglement et leur incompétence, que par leur intelligence et leur esprit stratégique. L'Empire ne pouvait en réalité concevoir une décision plus contraire à son intérêt et ses décideurs ont déjà payé une aventure aussi mal pensée qu'exécutée. Les détracteurs de l'Amérique impériale peuvent sûrement s'en réjouir, mais force est de constater que cette décision pitoyable démontre bien, au final, que l'idée même d'Empire américain est surfaite : l'erreur en Irak est le reflet de toutes les limites, les défaillances et les luttes de pouvoir au sein de l'administration américaine qui caractérisent l'évolution généralement déroutante et parfois incohérente de la politique extérieure des États-Unis.

Les choses auraient pu se dérouler différemment

Les prophéties et les mises en garde de spécialistes (d'anciens conseillers, tel Brent Scowcroft et James Baker, ou d'anciens présidents, comme Gerald Ford, Jimmy Carter et George H. Bush) ne manquent pas pour alerter les décideurs et, au premier chef, le président Bush, le vice-président Cheney, le secrétaire d'État Powell, le secrétaire à la Défense Rumsfeld,

de même que la conseillère à la sécurité nationale Rice, des risques que comportait la chute éventuelle du régime de Saddam Hussein². Dès avril 2002, au sein même du gouvernement américain, plus d'une centaine d'experts de 17 agences fédérales, et plus de quelque 240 leaders irakiens d'origines et d'obédiences diverses, réunis dans le *Future of Iraq Project* sous l'égide d'un haut fonctionnaire du département d'État, Tom Warrick, soumettent 2 000 pages d'études et de rapports sur les actions qui seront nécessaires à la stabilisation de l'Irak (telle une présence américaine soutenue sur une période de dix ans), et ce, dans tous les domaines³. De même, à l'été 2002, des groupes de travail interdépartementaux œuvrent ensemble pour acheminer aux décideurs expertise et recommandations. Des représentants du gouvernement américain participent au même moment à des séminaires et à des simulations menés par la *National Defense University* à Washington. Toutes ces démarches visent à informer les décideurs des difficultés et des obstacles prévisibles qu'auront à affronter les États-Unis. À l'hiver 2003, la *Defense Intelligence Agency* (DIA) et le *National Intelligence Council* (NIC), au cœur du dispositif de la communauté américaine du renseignement, seront encore plus insistants et précis — tout le contraire de la CIA dans le dossier des armes de destruction massive — pour alerter l'administration en place des problèmes qu'engendrerait une intervention en Irak et, notamment, des risques d'insurrection. Les travaux du *U.S. War College*, ou encore de think tanks reconnus tel le *Council of Foreign Relations* ou la RAND seront sciemment ignorés, alors qu'ils prévoient que l'occupation américaine de l'Irak sera longue, qu'il faudra déployer une imposante force militaire d'occupation pour accompagner la stabilisation et la reconstruction, que les troupes risquent de faire face à des attaques terroristes, que l'économie irakienne s'effondrera rapidement et, fait à noter, que le démantèlement de l'armée

irakienne aura des conséquences désastreuses. Le rapport de février du *War College* est prophétique : il affirme que la menace posée par le régime de Hussein est infime, comparée aux problèmes (décrits avec beaucoup de justesse) que causeront sa chute. L'administration Bush, en particulier le Pentagone dirigé par des civils nommés par Rumsfeld, feront fi de tous ces « scénarios catastrophes ». Ironie du sort, selon le journaliste d'enquête James Fallows, « les prédictions du gouvernement américain sur les problèmes en Irak après la guerre s'avéreront exactes, tandis que celles qui ont précédé la guerre sur la menace stratégique posée par l'Irak se sont révélées totalement fausses⁴ ». En d'autres termes, selon Fallows, la débâcle en Irak ne sera pas causée par un manque de planification, mais plutôt par le manque d'attention que les décideurs entourant Bush auront sciemment accordé à cette planification. L'ancien directeur de la CIA, George Tenet, abonde en ce sens : « notre analyse de l'Irak après la guerre était visionnaire... Mais, là où nous avons échoué, c'est dans notre incapacité à prévoir certaines des actions de *notre* propre gouvernement⁵ ». Sans nul doute, cette déclaration permet aussi à l'ancien directeur de la CIA de se dédouaner de ses propres erreurs dans ses prédictions sur la présence d'armes de destruction massive en Irak.

Plusieurs autres exemples démontrent le fait que l'information gouvernementale a été transmise aux décideurs, mais qu'elle n'a en aucun cas produit de signal d'alarme :

- Juste avant que la guerre ne débute en mars 2003, l'expert sur l'Irak au sein de l'organisation du Conseil de sécurité nationale (*National Security Council* ou NSC), Zalmay Khalilzad, diffuse aux membres de l'administration une estimation du nombre de troupes requises pour stabiliser l'Irak après l'invasion : 139 000 si le modèle pris pour faire l'étude est l'Afghanistan, 360 000 s'il s'agit de la Bosnie et

Irak : Bush 41 sur Bush 43

Un détail intéressant dans l'histoire de l'invasion de l'Irak est le fait que Bush 41 (le 41^e président de l'Histoire des États-Unis, de 1989 à 1992) se soit opposé — discrètement certes, mais avec opiniâtreté — à son fils, Bush 43. Diverses sources, dont le journaliste Bob Woodward, racontent en effet plusieurs épisodes, conversations et rencontres pendant lesquels les deux hommes ont échangé leurs points de vue sur la question. À cet égard, Bush 41 a toujours justifié sa décision de « ne pas aller à Bagdad » durant la guerre du Golfe de 1991 : « Nous aurions alors été une puissance d'occupation — l'Amérique en terres arabes — et n'aurions eu aucun allié à nos côtés. C'aurait été un désastre⁷ ». Ce sera une affirmation que l'ancien président répètera tout au long des cinq années qui suivront, sans succès. Bush 43 a-t-il voulu ainsi se démarquer de la politique de Bush 41, tout en vengeant l'affront fait à son père lors de sa défaite électorale de 1992⁸ ? Saddam Hussein était alors resté au pouvoir et avait tenté d'assassiner George H. Bush lors de son passage au Koweït. Il est certain que les raisons de l'intervention américaine en Irak se trouvent ailleurs. Néanmoins, les divergences d'opinion entre les deux hommes sur ce dossier contredisent assurément l'idée reçue d'une « dynastie Bush » cherchant à mettre la main par tous les moyens sur le pétrole au Moyen-Orient.

500 000 s'il s'agit du Kosovo⁶. L'expert est d'avis que la situation en Irak ressemble davantage à celle prévalant dans les Balkans qu'en Afghanistan. Cette perception est partagée par le chef d'état-major de l'Armée de terre, le général Eric Shinseki, qui affirme devant un comité du Sénat, que l'invasion puis l'occupation requièrent plusieurs centaines de milliers de troupes — un avis que rejettera catégoriquement quelques jours plus tard, devant le même comité, le sous-secrétaire à la Défense Paul Wolfowitz⁹. Plusieurs autres évaluations militaires abondent dans le sens de Shinseki et de Khalilzad : 200 000 troupes seraient requises seulement pour sécuriser les 20 principales villes irakiennes.

CET OUVRAGE EST COMPOSÉ EN MINION PRO CORPS 11
SELON UNE MAQUETTE RÉALISÉE PAR JOSÉE LALANCETTE
ET ACHEVÉ D'IMPRIMER EN FÉVRIER 2008
SUR LES PRESSES DE L'IMPRIMERIE MARQUIS
À CAP-SAINT-IGNACE
POUR LE COMPTE DE GILLES HERMAN
ÉDITEUR À L'ENSEIGNE DU SEPTENTRION